



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
2, avenue Grüner – Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Unité Interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 03/10/2022

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-
durable.gouv.fr

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Société SAS Jean MELI (Broyeur)

à SAINT-ROMAIN LE PUY

Rapport de l'inspection des installations classées

Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques
disponibles relatives au traitement des déchets

OBJET : Dossier de réexamen MTD BREF WT
Transmis le 29/11/2021 et complété le 12/05/2022

REFER : UID4243-DSSP-022-0414/CG

Adresse de l'établissement :
ZA de Chézieu
42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY

Adresse du siège social :
7-9 rue de Grangeneuve - Impasse de l'Eparre
42000 SAINT-ETIENNE

Activité : Installation de traitement de déchets non dangereux (broyeur)

Code AIOT : 0006105181

Copie :
- Exploitant
- Dossier
- Chrono

I. INTRODUCTION

I.1. Généralités IED et objet du rapport

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n° 2010/75/EU) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication de la décision concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

Par ailleurs, l'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « *l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31* ».

I.2. Activité du site et application de la réglementation IED

La SAS Jean MELI est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral du 14/10/2013, à exploiter sur la commune de Saint-Romain-le-Puy une installation de traitement de déchets non dangereux (broyeur de déchets métalliques).

Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 06/04/2021.

Les activités de l'établissement sont donc classées au titre de la rubrique IED suivante :

- 3532 - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED 3532 sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard.

L'exploitant a transmis un dossier de réexamen le 29/11/2021.

Ce dossier ne contenait pas le rapport de base décrivant l'état du site d'implantation des installations, conformément à l'article L. 515-30 du CE, ou la justification de non remise de celui-ci. Ces documents n'ont pas, non plus, été précédemment remis.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) permettant d'encadrer certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cet arrêté est applicable à la SAS Jean MELI.

II. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

II.1.Complétude du dossier

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant répond aux attentes des articles R.515-58 et R.515-72 du code de l'environnement en matière de contenu. En effet, il contient :

- le périmètre IED,
- les éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59,
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

II.2 Positionnement sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 du CE

L'exploitant s'est positionné sur la non nécessité de revoir les prescriptions au regard du III de l'article R. 515-70 du CE.

Pour rappel, le III de l'article R. 515-70 est rédigé comme suit « III. - *Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :*

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;*
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;*
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée. »*

II.3 .Analyse de l'inspection

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des documents BREF applicables aux installations,
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations.

II.3.1. Périmètre IED

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué de l'ensemble de l'établissement.

II.3.2 . Analyse des MTD

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au Traitement des déchets.

L'exploitant n'a pas étudié les BREFs transversaux EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) et ENE (efficacité énergétique). Les MTD visées dans ces documents sont également à mettre en œuvre.

L'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. Il déclare que certaines dispositions du BREF relatif aux installations de traitement des déchets de l'établissement doivent être mises en œuvre afin d'atteindre la conformité des installations :

N° MTD	Mesures
1	Certification du SME selon la norme ISO 14001
6-7-8	Mise en place d'une surveillance des effluents gazeux et aqueux selon les modalités prévues par le BREF WT
20	Certains paramètres visés par la MTD (avec NEA associé) ne font actuellement pas l'objet d'un suivi. La prochaine campagne d'analyse intégrera l'ensemble des paramètres. Les dispositions nécessaires seront prises pour respecter les NEA-MTD.

Concernant la certification ISO 14001, l'exploitant indique que l'échéance du 17/08/2022 correspondant aux 4 années suivant la parution du BREF WT, n'est pas tenable et prévoit une mise en conformité sous 6 à 9 mois.

S'agissant des autres MTD, l'exploitant ne mentionne pas de délai.

En tout état de cause, le respect des meilleurs techniques disponibles sera vérifié à l'occasion des prochaines inspections sur site.

Il est à noter que les fréquences de surveillance des effluents gazeux et aqueux ainsi que les NEA-MTD associés diffèrent de celles fixées dans l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 14/10/2013. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 étant applicables à l'installation de la SAS Jean MELI, les fréquences ainsi que les valeurs limites d'émission à respecter sont bien celles de l'AM à compter du 17/08/2022.

III. CONCLUSION DE L'INSPECTION

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Loire d'accuser réception à la SAS Jean MELI du dossier de réexamen qu'elle a transmis concernant l'installation qu'elle exploite sur la commune de Saint-Romain-le-Puy. Il n'y a pas lieu de proposer d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-71 du code de l'environnement.

Nous proposons toutefois à Madame la Préfète, au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qui est applicable à l'exploitation de ses installations.

En particulier sont applicables les prescriptions des annexes suivantes de l'arrêté ministériel précité :

- annexe 2,
- annexe 3.1,
- annexe 3.2 ;
- demander à l'exploitant de se positionner sur les MTD des BREFs transversaux EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) et ENE (efficacité énergétique), applicables à toutes les installations relevant de la directive IED, quel que soit le secteur d'activité ;
- rappeler à l'exploitant que son activité relève également du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement, et qu'il est tenu d'adresser au préfet un rapport de base ou un justificatif de non remise de ce rapport.

L'inspecteur de l'environnement	Vu, approuvé et transmis à madame la Préfète de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation,
--	--